

La purge du portable, mesure de précaution obligée des Afghans qui restent au pays

Sous le régime taliban, un simple morceau de musique ou des e-mails échangés avec des Américains peuvent être compromettants

Depuis la chute de Kaboul et la victoire des talibans, à la mi-août, les réseaux sociaux et les données numériques sont devenus un danger pour certains citoyens afghans. Dès le 17 août, le *Wall Street Journal* rapportait qu'aux barrages érigés dans et autour de Kaboul, des talibans contrôlaient jusqu'aux téléphones de certaines personnes, à la recherche de contenus compromettants, mais aussi de preuves de contact avec l'administration ou l'armée américaine, par exemple. Une fouille numérique dont l'ONG Front Line Defenders, qui travaille notamment avec des défenseurs des droits humains, a également eu confirmation.

Certains géants américains du numérique ont très vite réagi. Le 19 août, l'entreprise Facebook, alertée par des journalistes et militants des droits humains, a annoncé avoir développé plusieurs fonctionnalités pour protéger la vie privée de ses utilisateurs afghans. En un clic, les internautes localisés en Afghanistan peuvent ainsi « verrouiller » leur compte, et empêcher les utilisateurs avec lesquels ils ne sont pas amis de voir leurs contenus. De la même manière, le réseau social a « temporairement » désactivé l'accès aux listes d'amis des utilisateurs afghans, pour empêcher les talibans de passer au crible les réseaux d'une personne, et découvrir éventuellement qu'elle a travaillé avec l'armée américaine. « Si vous êtes hors d'Afghanistan mais avez potentiellement des amis dans le pays, vous pouvez les protéger en restreignant vos paramètres de confidentialité », a déclaré Nathaniel Gleicher, cadre de l'entreprise, sur le réseau social Twitter.

Des téléphones inspectés

Lorsque Kaboul est tombée aux mains des talibans, le 15 août, Nilofar Ayoubi a créé, avec ses amies militantes des droits humains, un groupe WhatsApp sur lequel elles échangeaient les dernières informations. « C'est sur ce groupe que j'ai découvert le dispositif mis en place par Facebook pour les Afghans. Je l'ai donc utilisé pour verrouiller mon compte Facebook. J'ai aussi changé la photo et le nom de mes comptes Instagram et Twitter, tout en les rendant privés », explique cette entrepreneuse afghane. Figure de l'opposition aux talibans, cette mère de trois enfants vit aujourd'hui en exil en Pologne.

Dans ce groupe WhatsApp, de nombreuses Afghanes racontaient que leur téléphone portable avait été inspecté par les combattants talibans à des check-points de Kaboul. Par peur, elles ont été

« SI VOUS ÊTES HORS D'AFGHANISTAN MAIS AVEZ DES AMIS, VOUS POUVEZ LES PROTÉGER EN RESTREIGNANT VOS PARAMÈTRES DE CONFIDENTIALITÉ »

NATHANIEL GLEICHER
cadre chez Facebook

GOOGLE A TEMPORAIREMENT BLOQUÉ PLUSIEURS BOÎTES MAIL D'ANCIENS EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT AFGHAN POUR EMPÊCHER LES TALIBANS D'ACCÉDER À DES INFORMATIONS SENSIBLES

nombreuses à purger leur appareil de toute musique – un art désormais interdit –, et des photos susceptibles de heurter le puritanisme taliban, par exemple prises avec des étrangers. C'est le cas de Shukriya Rezaï, employée dans une organisation non gouvernementale australienne, aujourd'hui exilée en France, qui a nettoyé son téléphone avant de se rendre à l'aéroport de Kaboul, le 23 août.

Pas de solution parfaite

Contre ces intrusions, il n'y a toutefois pas de solution parfaite, relève l'ONG Front Line Defenders. « Effacer toutes les données d'un téléphone peut éveiller des soupçons. D'ailleurs, tout le monde n'a pas le temps de faire un nettoyage en profondeur. Parfois, le mieux est de mettre les données sur un espace en ligne anonyme et d'en supprimer les traces sur le téléphone. » Par ailleurs, pour les membres de Front Line Defenders, qui aident notamment des militants des droits humains et des citoyens afghans à distance, l'exercice technique revêt des difficultés : « Les paramètres de sécurité ne sont pas toujours standardisés. Ils peuvent varier selon le constructeur et le système d'exploitation du téléphone. »

De son côté, Google a temporairement bloqué plusieurs boîtes mail utilisées par d'anciens employés du gouvernement afghan, notamment pour empêcher les talibans d'accéder à des informations sensibles contenues dans certains messages électroniques, a révélé l'agence Reuters vendredi 3 septembre.

Mais pour l'ONG Front Line Defenders, ces entreprises pourraient faire plus. « Les réseaux sociaux doivent donner le bénéfice du doute aux gens demandant la suppression de contenus qui peuvent mettre en danger leur vie », explique l'équipe de sécurité numérique de l'organisation. Comme, par exemple, un utilisateur de Facebook qui demande la suppression de photos de groupe publiées par d'autres internautes et dans lesquelles il apparaît.

Cette situation n'est pas inédite. « Nous avons déjà vu ça au Sri Lanka, durant les dernières élections », à l'issue desquelles les maîtres du pays, les frères Rajapaksa, ont accru leur mainmise, suscitant de nombreuses inquiétudes pour la vie démocratique, « ainsi qu'en Inde et au Myanmar », souligne Front Line Defenders. « Nous avons eu de nombreuses requêtes de gens nous demandant de les aider à retirer des informations pouvant leur porter préjudice », explique l'ONG. ■

FLORIAN REYNAUD
ET GHAZAL GOLSHIRI

Affaibli par la mort de son chef, l'Etat islamique au Sahel reste actif

L'élimination d'Al-Sahraoui intervient après la perte de nombreux cadres du groupe djihadiste. Mais le mouvement continue ses attaques

L'organisation Etat islamique au Grand Sahara (EIGS) pourra-t-elle survivre aux pertes subies ces derniers mois ? Lorsqu'il a été désigné comme une cible prioritaire par la France et les pays membres de la force G5 Sahel en janvier 2020, le groupe djihadiste enchaînait les opérations de guérillas meurtrières contre les armées et les massacres de populations civiles dans la zone dite des trois frontières – là où se rencontrent le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Il a, depuis le mois de mai, perdu toute sa haute hiérarchie.

Paris a annoncé le 16 septembre la mort de son chef et fondateur, Adnan Abou Walid Al-Sahraoui, lors d'une frappe de drone le 17 août dans la forêt de Dangarous, dans le sud-est du Mali. « Sa mort, incontestablement, porte un coup décisif au commandement de l'EIGS qui a été décapité ces derniers mois, a insisté Bernard Emié, le directeur général de la sécurité extérieure, lors d'une conférence de presse. Elle intervient après une série d'opérations ayant ciblé le haut commandement de l'EIGS, et contribue à une profonde destruction du groupe qui va avoir les plus grandes difficultés à remplacer ses cadres. (...) C'est un succès et c'est une succession de réussites dans la lutte contre le terrorisme. »

Le numéro deux de l'EIGS, Abdoul Hakim Al-Sahraoui, serait mort lui aussi, en mai, « dans des circonstances encore inconnues ». Le coordinateur logistique et financier du groupe ainsi que son plus haut responsable des affaires religieuses ont, selon l'état-major français, été « neutralisés » en juillet. Deux caciques de l'organisation ont également été capturés et des chefs militaires tués. Comme le résume avec satisfaction un acteur de la lutte antiterroriste, « tout le conseil d'administration de l'EIGS a été éliminé ».

La succession de coups portés sera-t-elle pour autant suffisante pour empêcher toute relève ? Par le passé, Al-Mourabitoune, le mouvement fondé par Mokhtar Belmokhtar, le djihadiste algérien qui fut le parrain d'Adnan Abou Walid Al-Sahraoui avant que ce dernier s'affilie en 2015 à Daech (acronyme arabe de l'Organisation Etat islamique), n'a jamais pu se relever de la mort présumée de son chef, tué très vraisemblablement mi-novembre 2016 par un raid aérien français en Libye, avec son état-major. Cependant, les morts des plus hauts dirigeants islamistes, si elles ont pu désorganiser les groupes, n'ont jusqu'ici jamais enrayer la dynamique générale de progression.

« Tondre la pelouse »

L'élimination d'Abou Zeïd, le ravisseur des otages français d'Areva, au début de l'intervention française au Mali en février 2013, ou plus récemment celle d'Abdelmalek Droukdel, l'émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), en juin 2020 ont permis de « gagner du temps mais sans valorisation sur le terrain », estime la source précédemment citée. Il y a quelques années, les militaires français déployés au Sahel avaient trouvé une expression évocatrice pour caractériser leur mission de suppression des têtes djihadistes : « Tondre la pelouse ». Sous-entendu, celle-ci finit toujours par repousser.

Selon les chefs de deux groupes armés actifs dans le nord du Mali, l'EIGS n'a pas tardé à se trouver un chef intérimaire en la personne d'un certain Abou Tioguel, un de ses cadres peuls, originaire du Niger selon l'un, du Tchad selon l'autre. La photo de cet homme mince et à la barbe épaisse circule déjà sur les téléphones portables mais son autorité pourrait être éphémère. Si une bonne partie de la troupe combattante de l'EIGS a

Depuis 2020, l'EI au Sahel est engagé dans une guerre fratricide avec son aîné, le GSIM, affilié à Al-Qaïda

été recrutée ces dernières années au sein de la communauté peule, plusieurs sources locales ne croient pas que les Sahraouis et les Touareg qui composent le leadership du groupe en abandonneront la direction. « Ils ont créé cette organisation, ce n'est pas pour laisser la tête à d'autres », résume simplement l'un des chefs de milice.

À l'inverse, un observateur de la région considère le « basculement [vers un leadership peul] inéluctable pour l'équilibre et donc la survie du groupe ». Le nom et le pedigree du nouvel émir qui sera désigné seront un révélateur des rapports de force.

Quels seront le rôle et le poids de l'organisation centrale de l'Etat islamique dans la régénérescence de l'une des filiales phares de sa communication ? « Il est possible que le lien devienne plus distendu. On sait qu'Al-Sahraoui faisait des allers-retours réguliers en Libye pour discuter de la communication de l'EIGS, sûrement prendre de l'argent et peut-être ramener quelques hommes », dit cet observateur. Selon lui, un rapprochement avec l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest – actif au Nigeria et sur les bords du lac Tchad – est aujourd'hui envisageable. Malgré l'existence de liens opérationnels entre les deux structures, d'autres connaisseurs de la région rejettent fermement cette éventualité, chaque groupe ayant des réalités et des objectifs trop éloignés.

Le pouvoir de nuisance de l'EIGS ne s'est pas subitement éteint avec la disparition de son état-major. Si, depuis le sommet de Pau en janvier 2020, près de mille de ses combattants ont été tués, selon Hédi Nsaïbia, chercheur à l'ONG Armed Conflict Location & Event Data Project (Acled), « une dizaine de hauts cadres et deux dizaines d'intermédiaires, des cadres plus locaux, sont toujours là ». La mort du chef n'a d'ailleurs pas entraîné de gel immédiat des opérations de l'organisation. Selon Acled, depuis le 22 août, l'EIGS a commis au moins dix attaques et causé la mort de 38 personnes entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

Depuis début 2020, le groupe est engagé dans une guerre fratricide avec son aîné sur la scène djihadiste sahélienne. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, qui avait déclenché les hostilités pour réagir à l'expansionnisme de ce nouveau rival, apparaît donc aujourd'hui comme l'un des potentiels bénéficiaires de l'élimination d'Adnan Abou Walid Al-Sahraoui. Saura-t-il absorber une part importante des combattants peuls de l'EIGS au sein de sa Katiaba Macina ? Ce devrait être l'un de ses objectifs.

Débarrassé de son concurrent le plus visible, Iyad Ag Ghali, l'émir du GSIM, fait désormais figure de seul et unique patron du djihad au Sahel. Alors que Paris prépare la réduction et le recentrage de ses opérations militaires, et qu'à son grand dam, le Mali envisage une collaboration avec les mercenaires russes de Wagner et évoque de possibles discussions avec les islamistes armés, le patron de la DGSE a prévenu que « le terroriste touareg Iyad Ag Ghali continuera d'être poursuivi et combattu avec résolution ». ■

CYRIL BENSIMON
ET MORGANE LE CAM

L'opposant rwandais Paul Rusesabagina condamné à vingt-cinq ans de prison

L'ex-directeur de l'hôtel des Mille Collines conteste la politique autoritaire de Paul Kagame

Paul Rusesabagina a été condamné à une peine de vingt-cinq ans de prison, lundi 20 septembre, par le tribunal de Kigali. Jugé depuis février, l'ancien directeur de l'hôtel des Mille Collines, devenu un farouche opposant au président Paul Kagame, a été reconnu coupable d'avoir financé et soutenu un groupe terroriste. S'il a confirmé sa participation à la création des Forces de libération nationale (FLN), branche armée du Mouvement rwandais pour le changement démocratique (MRCD), responsables d'attaques qui ont fait neuf morts en 2018 et 2019 dans le sud-ouest du Rwanda, Paul Rusesabagina a rejeté toute implication dans ces crimes.

Depuis mars, l'opposant de 67 ans, qui comparait avec 17 autres accusés, boycottait, avec ses avocats, les audiences du tribunal, dénonçant un procès « politique » rendu possible par son « enlèvement » organisé par les autorités rwandaises. Dans l'enquête, menée par le Rwanda en collaboration avec les autorités judiciaires belges, il apparaît comme « l'un des principaux financiers du FLN », qu'il reconnaît

avoir « soutenu à hauteur de 20 000 euros ».

Paul Rusesabagina a été rendu célèbre par le film *Hôtel Rwanda*, sorti en 2004, qui raconte comment le directeur de l'hôtel des Mille Collines a sauvé plus de 1200 Tutsi pendant le génocide qui a fait entre 800 000 et 1 million de morts d'avril à juillet 1994. À l'écran, le Hutu apparaît comme un « juste » qui prend de nombreux risques pour sauver des vies, notamment en soudoyant des miliciens interahamwe – auteurs de nombreux massacres – afin qu'ils épargnent les réfugiés dans son hôtel. Mais cette version a, depuis, été contestée par de nombreux témoignages.

Après le Rwanda, qu'il a quitté en 1996, Paul Rusesabagina a vécu entre les Etats-Unis et la Belgique, pays dont il a acquis la nationalité. Proche des mouvements d'opposition en exil, il a fondé en 2017 le MRCD. « L'accord que nous avons signé pour former le MRCD comme une plate-forme politique incluait la formation de ce bras armé [le FLN], a-t-il reconnu au début de son procès. Mais mon rôle était de travailler pour cette plate-forme politique et

j'étais chargé de la diplomatie. » Le FLN a déjà revendiqué plusieurs attaques dans la région de Nyungwe, frontalière du Burundi et de la République démocratique du Congo (RDC). Il a notamment fomenté un attentat contre des bus de passagers, faisant deux morts et huit blessés.

« Ruse policière »

L'arrestation de Paul Rusesabagina, en août 2020, s'était déroulée dans des conditions controversées. Le gouvernement rwandais a reconnu avoir « facilité » le voyage vers Kigali de l'opposant « en payant une personne qui travaille de longue date avec lui » afin qu'il embarque à Dubaï à bord d'un jet privé qui était censé l'amener au Burundi. Mais l'avion a finalement atterri à Kigali, où, quelques minutes après l'atterrissage, l'opposant a été arrêté par les autorités. Dans une motion adoptée en février, le Parlement européen a évoqué « un kidnapping » et réclame une enquête internationale. « Ce n'est pas un kidnapping mais une ruse policière qui a permis l'interpellation de M. Rusesabagina », explique une source proche des autorités rwan-

daises. Ce sont aussi des ruses qui ont permis d'arrêter le terroriste Carlos, le leader kurde Abdullah Ocalan et des dizaines de narco-traffiquants. »

Le Rwanda est actuellement dans le collimateur de plusieurs ONG de défense des droits humains. « Plusieurs critiques de premier plan ont été arrêtés ou menacés et les autorités omettent régulièrement de mener des enquêtes crédibles sur les cas de disparitions forcées », indique Human Rights Watch dans son dernier rapport.

« Le verdict [du procès de mon père] a été décidé par Paul Kagame. Je ne suis pas surprise du tout, on s'attendait exactement à ça », a déploré Carine Kanimba, fille de Paul Rusesabagina. Selon une enquête menée par différents médias internationaux, dont *Le Monde*, en collaboration avec Forbidden Stories et Amnesty International, le téléphone de l'opposant aurait été infecté par le logiciel de cybersurveillance Pegasus. ■

PIERRE LEPIDI